

Ce que révèle et ce qu'occulte le programme de la droite vénézuélienne en cas de succès d'un coup d'Etat (Aporrea)

Luigino
BRACCI

23 février
2015

L'« accord de transition » Machado-Ledezma-Lopez



La droite radicale vénézuélienne, d'inspiration ultralibérale et raciste, continue à préférer la voie violente à la voie électorale. Ici, le triumvirat des multimillionnaires Leopoldo Lopez, Maria Corina Machado et Antonio Ledezma, proches de l'ex-président Uribe, soutenus par la droite internationale, la plupart des médias et les Etats-Unis.

Caracas, 21 février 2015. Après seize ans de révolution, l'extrême droite vénézuélienne rêve encore et toujours de répéter le coup d'Etat qui coûta la vie à Salvador Allende et à des milliers de chiliens. Le gouvernement bolivarien a déjoué le 12 février une nouvelle tentative au cours de laquelle des officiers de l'Armée de l'Air allaient bombarder (notamment) le siège de la télévision latino-américaine Telesur, l'Assemblée Nationale et le palais présidentiel. Ces militaires ont été arrêtés ainsi qu'un des organisateurs politiques – qui est aussi un des maires de Caracas : Antonio Ledezma, déjà connu pour ses répressions d'étudiants et de journalistes sous les régimes « démocratiques » d'avant la révolution mais aussi pour son soutien aux militaires d'extrême-droite auteurs du coup d'Etat manqué de 2002 contre Chavez (1). Depuis, Ledezma utilisait son poste de maire pour organiser des violences comme celles de 2014 qui ont causé la mort de 43 citoyens vénézuéliens (ce plan baptisé « La Sortie » visait à créer le chaos social pour renverser le président élu, Nicolas Maduro).

Le 12 février dernier, le coup d'état devait mener à la constitution d'un « gouvernement de transition ». Le document intitulé « **Appel aux Vénézuéliens, pour un accord national de transition** », devait être diffusé immédiatement par le quotidien El Nacional (propriétaire Miguel Henrique Otero), mais aussi les sites internet d'extrême-droite, Vente Venezuela (coalition d'opposition/MUD), Voluntad Popular (fondée par Leopoldo Lopez Mendoza), d'Antonio Ledezma (maire de Caracas/MUD), Congreso Ciudadano (dirigé par Maria Corina Machado).

Maria Corina Machado, Antonio Ledezma et Leopoldo Lopez ont apposé leurs signatures au bas de ce manifeste de caractère néolibéral, qui devait servir de base à une supposée transition sans la moindre base constitutionnelle, exactement comme lors du coup d'Etat contre le président Chavez en avril 2002. Nous avons sélectionné les passages-clés de ce texte, afin d'en éclairer -et le cas échéant- en approfondir le sens.

1ère citation : « Préparer et organiser dans la transparence, des élections présidentielles libres ».

Commentaire : Pourquoi des élections présidentielles auraient-elles lieu, sachant que nous avons un président légitime en exercice, dont le mandat légal expire en 2019 ? Quel sera le sort réservé à Nicolas Maduro ? Sera-t-il arrêté, contraint à démissionner ? Sera-t-il dans l'obligation de prendre le chemin de l'exil, sera-t-il assassiné ?

2. « Rétablir dans leur autonomie, les divers organes de la puissance publique, en désigner leurs

représentants par des moyens constitutionnels, restaurer le pluralisme politique et la souveraineté nationale de l'Etat vénézuélien ».

Commentaire : en usant de moyens identiques à ceux du 12 avril 2002, lorsque les députés de l'Assemblée Nationale, les juges de la Cour suprême de Justice, le procureur général de la République, le Médiateur (une des instances du Pouvoir Citoyen, en charge de la promotion et de la défense des Droits de l'homme) ont été arbitrairement destitués et remplacés au pied levé ?

3. « Mise en application d'un calendrier destiné à redonner confiance au pays sur le plan économique » ; « Réinsertion du Venezuela au sein des circuits financiers internationaux. Obtenir en retour, le soutien financier nécessaire, visant à surmonter les difficultés rencontrées à court terme ».

Commentaire : retour aux négociations avec le FMI (Fonds monétaire international), la Banque mondiale et d'autres instances internationales qui conditionnent l'obtention de prêts à l'application de politiques néolibérales. Avec leur cortège de privatisations, de licenciements massifs de fonctionnaires, de réduction, voire de suppression des programmes d'aides aux personnes (pensions, etc.). Ceci afin de « garantir » aux secteurs dont il est question, la bonne obtention des aides financières prévues.

4. « Désigner de nouvelles autorités à la tête des instances économiques de l'Etat, sur la base de normes et de critères de compétence et de mérite ».

Commentaire : cette démarche suppose que les contraintes d'ordre technique l'emportent sur la dimension sociale des politiques à mettre en œuvre. C'est le retour programmé de la technocratie.

5. « Parvenir à des accords d'indemnisation pour les dommages résultant des expropriations arbitraires ».

Commentaire : toutes les terres, entreprises et industries ayant fait l'objet d'une mesure d'expropriation, ou ayant été occupées légalement par le gouvernement bolivarien seront restituées à leurs anciens propriétaires. Cela implique la fin des sociétés d'économie mixte (production de biens socialement utiles ?), des communes et entités assimilées.

6. « On procédera à un audit de toutes les entreprises (hors secteur pétrolier), dont l'Etat s'est indûment emparé, signe de la rapacité du régime. Décider des formes de propriété et de gestion qui devront leur être appliquées, pour assurer leur relance productive ».

Commentaire : privatisation des entreprises publiques. Licenciement des travailleurs. Baisse des salaires et élimination systématique des avantages sociaux, pour répondre aux critères d'« efficacité ».

7. « Se débarrasser de la chape de plomb des multiples contrôles, qui étouffe l'économie. Réinstauration des bases juridiques et économiques qui attireront les investissements productifs. Et qui assureront à l'avenir, une croissance stable ».

Commentaire : fin de la réglementation relative aux prix des produits de base ; aux transports publics ; aux cliniques et assimilées. Suppression des mécanismes de contrôle tels que la Loi sur les prix équitables ; du contrôle des changes permettant l'acquisition des produits alimentaires et des médicaments de base, pour être revendus à des prix abordables. La priorité est donnée aux investisseurs, au détriment des intérêts du peuple vénézuélien.

8. « Libération des prisonniers politiques. Le retour immédiat des exilés sera facilité. »

Commentaire : la libération (et leur pardon) accordée aux personnes coupables de graves délits – c'est le cas du banquier Eligio Cedeno, de Leopoldo Lopez, Manuel Rosales, et de nombreux autres – suppose que l'on s'ingère dans les affaires relevant strictement du pouvoir judiciaire. En effet ce n'est pas pour leurs opinions que ces personnes ont été arrêtées mais pour des faits relevant du code pénal : corruption, organisation de violences, par exemple.

7. « Solliciter des autorités judiciaires, l'ouverture de procès visant à réprimer les délits graves commis sous la responsabilité de l'ancien gouvernement. »

Commentaire : A l'heure actuelle, le système judiciaire en place est parfaitement rôdé. Le fait que les fonctionnaires accusés d'excès de pouvoir soient jugés et sanctionnés en administre la preuve. Ainsi lors des violences de 2014 l'usage excessif de la force dans certains cas a aussitôt entraîné l'arrestation des policiers ou gardes nationaux concernés. Ceux qui ont trempé dans les assassinats de Juan Montoya (« Juancho »), de Bassi Da Costa et de Geraldine Moreno, sont en passe d'être jugés. De plus, le gouvernement Bolivarien a récemment obtenu que les fonctionnaires de Pdvsa impliqués dans des affaires de corruption soient mis en détention. Enfin le document dont il est question ici, menace les personnels du gouvernement Bolivarien d'être persécutés, comme ils l'ont été en 2002. (Coup d'Etat contre Hugo Chavez, le président sortant).

8. « Combattre l'insécurité touchant la population, devient une priorité d'Etat. Démantèlement des réseaux criminels qui ont proliféré grâce à la complicité du régime actuel, qui leur a assuré l'impunité. Traiter globalement ces questions sous l'angle de la prévention, des actions policières à mener, des problèmes rencontrés au sein de l'administration judiciaire. L'objectif : mettre un terme à l'impunité, et renforcer l'efficacité du système pénitentiaire ».

Commentaire : suspension des garanties constitutionnelles, et violation des droits humains ? Ratissages des quartiers populaires suivis d'arrestations massives comme c'était le cas sous la IVème République ? Comme par sous les régimes d'avant la révolution, assassinats camouflés des dirigeants politiques sous prétexte de combattre la délinquance ?

9. « Rétablir la capacité opérationnelle du secteur pétrolier, et élévation significative de la production pétrolière »

Commentaire : Cela suppose le non respect des quotas établis par l'OPEP. Le Venezuela se verrait contraint de quitter cette instance. De rompre avec elle. Cela causerait inmanquablement une baisse des prix du pétrole similaire à celle que l'on a connu sous l'ère pré-Chavez : 9 \$ le baril. Réduction des recettes, ce qui obligera l'Etat à adopter des mesures néolibérales. (Un terme est mis aux investissements sociaux).

10. « Révision des cadres juridiques existants, et des accords en vigueur, qui lui sont néfastes ».

Commentaire : Il sera mis fin aux partenariats liant le pays et les nations qui lui sont associées. Seront notamment visés des organismes tels que : Petrocaribe, UNASUR et CELAC. Les chances de parvenir à l'intégration et à l'union de l'Amérique latine, en seront amenuisées. Les accords assurant la présence de médecins cubains au Venezuela ne seront pas reconduits. Fin également des accords passés avec des pays tels que la Chine et la Russie. Avec toutes les conséquences que cela entraînera sur le plan économique.

11. « Désigner à la tête de Pdvsa, un nouvel organe de direction, dont l'honnêteté et les capacités seront reconnues. Le bon fonctionnement de cette instance sera ainsi garanti, et mis au service du pays ».

Commentaire : retour des coteries du pétrole à la tête de Pdvsa. Avec en perspective, sa privatisation partielle, voire totale.



« Nous sommes plus de 800 ». Parmi les révélations sur le coup d'Etat déjoué le 12 février, on a appris que des militaires comptaient bombarder Telesur, chaîne de télévision publique et latino-américaine basée à Caracas. Journalistes et employés (photo) ont reçu des messages de solidarité des mouvements sociaux de tout le continent

12. « Recouvrer l'exercice effectif de la liberté d'expression. Retour pour le peuple, du droit à l'information sur la gestion de l'Etat ».

Commentaire : les medias d'Etat subordonneront leur nouvelle ligne éditoriale, aux directives imposées par la droite. Le peuple vénézuélien n'aura plus droit au chapitre. Les nouvelles, et la relation des activités liées aux organisations du Pouvoir populaire, aux conseils communaux, et d'une manière générale les opinions favorables au chavisme, sont appelées à disparaître des pages du Correo del Orinoco (Courrier de l'Orénoque), de Ciudad CCS, des radios d'Etat ou des télévisions publiques.

13. « S'assurer de la loyauté des Forces Armées Nationales, et de leur appui à la Constitution. Elles se débarrasseront de toutes formes d'ingérence venant de l'extérieur de leurs rangs, et se préserveront de toute activité politique partisane. »

Commentaire : Pourquoi se réfère-t-on ici, aux Forces Armées Nationales, et non pas aux Forces Armées Nationales bolivariennes ? Pourquoi en a-t-on délibérément soustrait le terme « bolivariennes » ? Qui va juger de la loyauté de la FANB envers la Constitution ? Puisqu'il est précisé que ces dernières devront s'abstenir de toute activité politique partisane, est-il envisagé de retirer le droit de vote aux militaires ?

14. « Amorcer un processus de dépoliarisation politique, menant à la réconciliation nationale. »

Commentaire : Quel sens accorder à l'expression « dépoliarisation politique » ? Interdira-t-on de se référer au chavisme et à la révolution, au motif que ce genre de discussion porte ombrage à la dépoliarisation escomptée, et à la réconciliation nationale ? Imposera-t-on comme par le passé, la censure aux forces de gauche ?

15. « Restaurer à très court terme, un approvisionnement suffisant en matière d'alimentation, mais aussi en ce qui concerne les produits de consommation courante destinés aux foyers. Pallier le problème des pièces détachées, mais aussi des fournitures qui font défaut, et qui nuisent au bon fonctionnement des chaînes de distribution ».

Commentaire : A première vue, cela semble très simple : il suffira de demander aux entreprises concernées,

d'abandonner leur pratique de rétention actuelle, et de cesser les actions qui consistent à faire partir frauduleusement vers la Colombie, les marchandises destinées au marché intérieur vénézuélien. Nous ne serions pas surpris si ce genre de rétablissement accompagnait des mesures telles que la libération des prix des principaux produits de consommation courante, et l'annulation de la Loi sur les Prix équitables. Ce qui n'apparaît pas dans le document.

16. Toute référence à Simon Bolivar est supprimée : on parle des « Forces armées Nationales » (en lieu et place de « Forces armées Nationales Bolivariennes ».) On recourt par ailleurs, à « Venezuela », au détriment de « République Bolivarienne du Venezuela ». Or, c'est exactement ce qui est arrivé le 12 avril 2002, lorsque sur les instances de l'éphémère dictateur Pedro Carmona, patron du « MEDEF » vénézuélien, on retira le portrait de Bolivar du Palais présidentiel de Miraflores.

17. Le document fait très peu état des **investissements sociaux** réalisés, prête bien peu d'attention aux pauvres et aux précaires, y compris les enfants, les adolescents. Pas plus qu'aux personnes âgées, aux handicapé(e)s, et à ceux dont l'état de santé, requiert un traitement particulier. A rebours, les priorités affichées sont clairement définies : « attirer les investissements productifs », « réinsertion du Venezuela au sein des circuits financiers internationaux ». « Redonner confiance au pays ».

Aucune mention n'est faite de l'enseignement public gratuit. Et ce, quels que soient les niveaux existants : primaire, secondaire, universitaire. Aucune garantie n'est donnée aux établissements universitaires publics, créés sous la révolution (Unefa, UBV, Unearte, unités sport-études) quant à leur avenir. Il en est de même en ce qui concerne les universités ayant bénéficié d'importants réaménagements (Simon Bolivar, Romulo Gallegos, etc.).

Pour les pensions versées aux retraités, aux personnes âgées, à celles qui sont atteintes d'un handicap, le flou subsiste. Les projets et Missions sociales tels que les « Madres del Barrio » (« Les Mères des quartiers »), ne sont pas mieux lotis : aucune précision quant au sort qui leur est réservé. Aucune mention relative à la défense du salaire minimum, et à son indexation sur le coût de la vie (inflation). Au Venezuela, à 28 reprises durant ces 15 dernières années, le salaire minimum a été revu à la hausse. Par ailleurs, on ignore ce qu'il adviendra des nombreux acquis obtenus par le monde du travail, notamment à travers la mise en application de la nouvelle *Loi du Travail* (2). La sécurité de l'emploi n'est pas garantie.

Par conséquent, il semble bien que la reconduction du décret sur la sécurité de l'emploi soit remise en cause. Renouvelé tous les ans par le président Chavez et son successeur Nicolas Maduro, ce décret protège tant les travailleurs des entreprises privées, que publiques. Les employés et les travailleurs du secteur public, voient également la stabilité de leur emploi remise en question.

Un flou artistique enveloppe aussi l'engagement de mener à son terme, la construction de 100 000 logements (Gran Mision Vivienda Venezuela). Ce projet ayant bénéficié d'un fort volontarisme d'Hugo Chavez et de son successeur, le président Nicolas Maduro.

18. A aucun moment dans ce document, il n'est fait mention du Pouvoir Populaire. Les diverses instances de cogestion en activité à ce jour (les Conseils communaux ; Communes, Comités techniques (de l'eau...) ; les Entreprises de Production sociale (EPS), etc.) sont logées à la même enseigne. De fait, toutes ces formes de propriété mixte instaurées par le gouvernement bolivarien sont sur la sellette. On ne sait pas si elles seront maintenues ou non. Le silence est également fait sur l'avenir que l'on réserve au projet Canaima Educativa (Canamaitas), dont la mise en œuvre a permis aux jeunes vénézuéliens, d'accéder à des millions de logiciels (et ordinateurs portables) mis gratuitement à leur disposition.

19. Dans le document en question, nulle part il n'est fait allusion à la défense et à la promotion des droits des femmes, à l'appui dont devraient continuer à bénéficier les mouvements sociaux, les collectifs de paysans, LGBT (mouvement lesbien, gay, bisexuel et transsexuel), les groupes écologistes, les défenseurs de la cause animale. Qu'en sera-t-il du maintien de la souveraineté acquise en matière de technologie, en ce qui concerne les logiciels libres ? Qu'en sera-t-il enfin, de ces innombrables mouvements qui auront fait l'objet d'un soutien de la part de la Révolution bolivarienne ?

20. Enfin, à lire ce document, personne ne sait ce qu'il adviendra des mandats de ceux/celles qui assument à ce

jour une charge électorale issues de scrutins populaires, qu'ils soient issus de la démocratie directe (assemblées) ou d'élections à bulletins secrets.

Luigino Bracci

Source : <http://www.aporrea.org/actualidad/a202900.html>

Traduction : Jean-Marc del Percio

»» <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/02/22/laccord-de-transition-...>

Notes :

(1) Voir <http://www.legrandsoir.info/venezuela-qui-est-antonio-ledezma-telesur.html>

(2) Sur la Loi du Travail en vigueur au Venezuela, <https://venezuelainfos.wordpress.com/2012/05/04/nouvelle-loi-du-travai...>

(3) "C'est l'heure d'anéantir Maduro, le reste tombera de son propre poids" : les visages du coup d'État, <https://venezuelainfos.wordpress.com/2014/05/29/%C2%A8cest-lheure-dane...>